

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION

TYPE D'OPERATION 4.1.4 du Programme de Développement Rural Midi-Pyrénées FEADER 2014-2020

Investissements individuels de petite hydraulique agricole destinés à la sécurisation des productions agricoles : Retenues individuelles

*Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.
Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information d'accompagnement du présent formulaire.
Transmettez l'original de ce formulaire, accompagné des pièces complémentaires.*

Où faire parvenir votre dossier ?

Transmettez l'original à l'adresse suivante et conservez un exemplaire (et adressez le cas échéant une copie aux autres financeurs sollicités) :
Région Occitanie/ Pyrénées-Méditerranée
Direction de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Forêt
Hôtel de Région – 22 Boulevard du Maréchal Juin
31406 TOULOUSE Cedex 09

Veuillez-vous munir du cahier des charges de l'appel à projets et de la notice, téléchargeables sur le site Internet <http://www.europe-en-occitanie.eu> (rubrique FEADER/Programme de Développement Rural Midi-Pyrénées 2014-2020/ appels à projets)

Cadre réservé à l'administration

N° de dossier OSIRIS : _____

Date de réception : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

INTITULE DU PROJET	
NOM DU DEMANDEUR	
PERIODE ET ANNEE DE L'APPEL A PROJETS	

1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

A RENSEIGNER POUR TOUS LES DEMANDEURS :

N° SIRET : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

N° PACAGE : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

en cours d'immatriculation

NOM et PRENOM ou DENOMINATION SOCIALE :

FORME JURIDIQUE : Exploitant individuel GAEC EARL SCEA Autre (précisez) :

COORDONNEES DU DEMANDEUR :

Adresse du **siège social d'exploitation** : _____

Commune : _____ Code postal : |_|_|_|_|_|

☎ : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Téléphone portable : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Adresse @ : _____

POUR LES PERSONNES PHYSIQUES : Date de naissance : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

POUR LES PERSONNES MORALES : Date d'immatriculation : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Code APE : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Nombre d'associés exploitants de la structure : _____

NOM et PRENOM du **représentant légal** : _____

☎ : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Téléphone portable : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Adresse @ : _____

NOM et PRENOM du **responsable du projet si différent** : _____

☎ : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Téléphone portable : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Adresse @ : _____

2. CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR

Civilité Nom et prénom des associés Ou de l'exploitant individuel	N° SIRET ou N° PACAGE	% de parts dans la société	Date de naissance	Statut ATS : agriculteur titre principal / ATP : associé à titre secondaire	Installé depuis moins de 5 ans*	Si installé depuis moins de 5 ans*			
						Bénéficiaire DJA (**)			sans DJA (**)
						Date CJA	Date de dépôt de dossier JA en DDT ou date d'enregistrement CFE	Projet inscrit dans plan d'entreprise	Date installation MSA (exploitant agricole à titre principal)
				ATP ATS Non exploitants	oui non en cours d'installation				
				ATP ATS Non exploitants	oui non en cours d'installation				
				ATP ATS Non exploitants	oui non en cours d'installation				
				ATP ATS Non exploitants	oui non en cours d'installation				
				ATP ATS Non exploitants	oui non en cours d'installation				
				ATP ATS Non exploitants	oui non en cours d'installation				

* à la date de signature de ce formulaire et à compter de la date d'affiliation MSA ou pour les JA à compter de la date figurant sur le certificat de conformité CJA ou si pas encore installé dépôt du dossier de demande d'aide DJA à la DDT

** Dotation Jeune Agriculteur : aides nationales à l'installation accordée aux Jeunes Agriculteurs (moins de 40 ans à la date de dépôt de la demande et installation dans le cadre d'un plan d'entreprise)

POUR LES PROPRIETAIRES NON EXPLOITANTS :

NOM et PRENOM du propriétaire demandeur : _____

Durée restante du bail : _____

3. CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

Précisez l'orientation principale de l'exploitation (maraichage, grandes cultures, polyculture, bovins lait...) :

Surface agricole utile de l'exploitation (SAU) en ha : _____

Le siège social de l'exploitation se situe-t-il en zone de montagne : oui non Zones visées à l'article 32 du règlement (UE) n°1305/2013

Si productions déjà irriguées (avant le projet objet de la demande de subvention), précisez lesquels ainsi que le mode d'alimentation (prélèvement dans cours d'eau...) :

Exploitation engagée en agriculture biologique (AB) ?

<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> partiellement en conversion en Agriculture Biologique	<input type="checkbox"/> partiellement certifiée en Agriculture Biologique
	<input type="checkbox"/> totalement en conversion en Agriculture Biologique	<input type="checkbox"/> totalement certifiée en Agriculture Biologique

Exploitation produisant sous Signe Officiel de Qualité (hors AB) : non oui le cas échéant précisez lesquels :

Situation financière de l'exploitation :

Votre exploitation agricole ou structure est-elle en procédure de sauvegarde ou en redressement judiciaire ? oui non

	Valeur en euros de l'année précédente (dernier exercice clos) année à préciser :
Fonds propres de l'exploitation (1)	<input type="text"/>

(1) en cas d'installation ou de démarrage d'activité avec création d'une exploitation ou pour les exploitations au forfait sans tenue de comptabilité par un expert-comptable, mentionnez « SANS OBJET »

Si la société ou personne morale existait précédemment et même si l'activité en est modifiée, mentionnez les fonds propres du dernier exercice clos

Votre exploitation a-t-elle un régime fiscal : au réel au forfait

Votre exploitation a-t-elle une comptabilité tenue par un comptable agréé ou expert-comptable : oui non

4. DESCRIPTIF DU PROJET

Descriptif succinct du projet (présentation synthétique de l'opération, localisation, objectifs et résultats escomptés) :

Nature du projet (cochez la/les cases correspondantes, il est possible que votre projet relève de plusieurs catégories) :

- Création d'une retenue seule ;
- Création d'une retenue et du réseau primaire associé (de la retenue à l'entrée de parcelles) ;
- Agrandissement d'une retenue existante ;

Modernisation d'une retenue existante

Le projet s'accompagne-t-il d'une augmentation des surfaces irriguées sur l'exploitation ? non oui

Justifier : _____

Superficies irriguées grâce au projet :

Hectares irrigués grâce au projet : _____

Proportion par rapport à la SAU de l'exploitation (%) : _____

Les principales productions agricoles irriguées grâce au projet et le matériel d'irrigation utilisé (pivot, enrouleur, goutte à goutte...) :

Localisation du projet : Identique à la localisation du siège d'exploitation ? oui non, préciser :

Commune et lieu-dit : _____

Code postal : |_|_|_|_|_|_|_|_|

Etes-vous propriétaire de toutes les parcelles concernées par le projet ? non (fournir autorisation(s)- cf. § 10) - oui

5. IMPACT DU PROJET SUR LA RESSOURCE ET IDENTIFICATION DES MASSES D'EAU CONCERNÉES

Volume de la retenue (volume d'eau stocké en m³) : _____

Superficie en eau de la retenue (m²) : _____

Précisez le linéaire du réseau primaire créé (m linéaire) : _____

Modalités de remplissage de la retenue (NB : il est possible que votre projet relève de plusieurs catégories)

Modalité de remplissage	Cochez	Volume concerné (m ³) par ce mode de remplissage
Prélèvement dans masse d'eau superficielle	<input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui	
Prélèvement dans masse d'eau souterraine	<input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui	
Ruissellement bassin versant	<input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui	
Autre, précisez :.....	<input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui	

Identification et localisation* du/des points de prélèvement d'eau et/ou de la/des masses d'eau impactées par le projet

Type de masse d'eau : souterraine (nappe...) ou superficielle (cours d'eau...)	Localisation des points de prélèvement Commune et lieu- dit :	Nom des masses d'eau impactées par le projet (points de prélèvements, masses d'eau impactées lorsque ruissellement)	Code des masses d'eau concernées*	Statut en équilibre quantitatif *	Statut en déséquilibr e quantitatif *
				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**Voir notice §2.3: Localisation et classification des masses d'eau : voir détails dans la notice*

Identification du/des bassins versant concernés par le projet (unité de gestion ou périmètre élémentaire) :

Nom du/des bassins versants concernés par le projet (unité de gestion ou périmètre élémentaire)	En équilibre quantitatif**	En déséquilibre quantitatif **
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**** Voir notice §2.3: classification établie dans le cadre de la réforme des volumes prélevables et présentée dans le SDAGE.**

Identification des démarches de gestion collective de l’eau concernant votre projet :

- SAGE , précisez le nom :
- PGE, précisez le nom :
- OUGC, précisez le nom :
- Autre, précisez :
- Aucun

6. SITUATION DU PROJET VIS A VIS DE LA REGLEMENTATION

NB : Votre projet doit être conforme à la réglementation nationale

Votre projet fait-il l’objet d’une procédure règlementaire au titre de la Loi sur l’Eau :

- Non (NB : fournir une confirmation par la Police de l’Eau)

Oui, précisez :

Procédure concernée	Date de dépôt à l’administration	Date de la finalisation de la procédure
<input type="checkbox"/> Autorisation		arrêté du :
<input type="checkbox"/> Déclaration		récépissé du :
<input type="checkbox"/> Instruction au cas par cas par l’autorité environnementale		

Autres procédures règlementaires qui s’appliquent au projet :

- Autorisation défrichement, précisez.....
- Autorisation à la dérogation de destruction d’espèces protégées, précisez.....
- Autre, précisez.....

7. CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DU PROJET

Date prévisionnelle de début de projet (date de début des travaux) : (mois, année)

Date prévisionnelle de fin de projet (date de fin de travaux) : (mois, année)

8. DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

IMPORTANT : se référer à la notice, §2.4 pour remplir le tableau ci-après.

Attention : Justification des coûts à préciser obligatoirement selon les modalités suivantes :

- Pour les dépenses inférieures à 1 000 € HT : la fourniture d’un devis n’est pas obligatoire
- Pour les dépenses d’un montant inférieur à 3 000 € HT : 1 devis
- Pour les dépenses d’un montant compris entre 3 000 € HT et 90 000 € HT : 2 devis détaillés (de 2 fournisseurs différents)
- Pour les dépenses d’un montant supérieur à 90 000 € HT : 3 devis détaillés (de 3 fournisseurs différents)

Les devis doivent mentionner le taux de TVA et montants HT et TTC. Les devis doivent être précis et faire référence à un intitulé d’investissement éligible.

Montant prévisionnel du projet HT : _____ €

	Type/poste de dépenses*	Nature de la prestation	Devis A =retenu*			Devis B =comparatif non retenu* et Devis C le cas échéant			Prêt bonifié pour les JA*
			N° de devis	Nom de l'entreprise	Montant prévisionnel en € HT	N° de devis	Nom de l'entreprise	Montant prévisionnel en € HT	
Investissements matériels (travaux, installations, équipements...):									<input type="checkbox"/>
									<input type="checkbox"/>
									<input type="checkbox"/>
									<input type="checkbox"/>
									<input type="checkbox"/>
									<input type="checkbox"/>
	TOTAL HT des investissements matériels								
Dépenses immatérielles (études préalables à la réalisation des travaux, assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, interventions complémentaires...):									
	TOTAL HT des dépenses immatérielles*								
TOTAL GLOBAL DES DEPENSES PREVISIONNELLES HT									
Total prêt bonifié									

*éligibles dans la limite de 10% du montant des investissements matériels éligibles HT

9. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

IMPORTANT : se référer à la notice, § 2.5 pour remplir cette rubrique

Détaillez les bonifications sollicitées (maximum de +20%) qui devront être justifiées (cf. Point 10 du formulaire liste des pièces justificatives à joindre) :

- Pas de bonification
- Bonification de 10 % « jeune agriculteur »
- Bonification de 10 % « exploitation engagée en agriculture biologique »
- Bonification de 10 % « exploitation dont le siège social est situé en zone de montagne »

Indiquer le taux global d'aide auquel vous prétendez (taux minimum de 40%, maximum de 60%) : _____

Complétez le plan de financement ci-dessous :

Financiers sollicités	Montant aide sollicitée en €
Région Occitanie	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ _ _
Département de _____	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ _ _
Union Européenne FEADER	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ _ _
Subvention équivalente du prêt bonifié JA*	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ _ _
Autre (précisez) _____	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ _ _
Sous-total financeurs publics	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ _ _
Auto – financement	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ _ _
Emprunt	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ _ _
Autre financement privé	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ _ _
Sous total financement privé	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ _ _
TOTAL général = coût du projet	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ _ _

Si le recours à l'emprunt est prévu, le prêt vous a-t-il été accordé par l'établissement bancaire ?

- oui non en cours

L'exploitation a-t-elle déjà bénéficié d'une aide au titre de ce dispositif FEADER 414 au cours des 3 années précédentes :

- oui non dossier en cours

10. GRILLE DE SELECTION DES PROJETS

IMPORTANT : se référer à la notice, §2.6 pour remplir ce tableau

Axes de sélection	Critères de notation	Données à renseigner et justificatifs à fournir par le porteur de projet	Note <i>Cochez la case correspondant à votre cas</i>
1. Maintien de l'agriculture sur le territoire grâce au projet	Le projet est porté par « un nouvel installé » (installé depuis moins de 5 ans ou en cours d'installation)	Projet porté par un jeune agriculteur* ou nouvel installé** participant au projet dans le cadre d'une société : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Justificatifs joints : <input type="checkbox"/> Point 1 du formulaire complété <input type="checkbox"/> Pour les Jeunes Agriculteurs : RJA Recevabilité Jeune Agriculteur ou CJA Certificat de Conformité Jeune Agriculteur ou copie récépissé de dépôt de demandant d'aide JA à la DDT <input type="checkbox"/> Pour les nouveaux installés non JA : attestation MSA chef d'exploitation à titre principal	<input type="checkbox"/> 100 points si projet concerne une nouvelle installation ou une installation de moins de 5 ans
	Contribution du projet à la diversification des productions sur l'exploitation	Mise en place sur l'exploitation d'une nouvelle production ou d'un nouvel atelier en lien avec le projet : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Précisez le nouvel atelier créé ou la nouvelle production : Justificatifs joints : <input type="checkbox"/> A joindre lors du dépôt de la demande de subvention : attestation sur l'honneur d'engagement dans une nouvelle production ou nouvel atelier A joindre lors de la première demande de paiement : justificatif de vente de la production concernée ou autre justificatif	<input type="checkbox"/> 60 points si mise en place d'une nouvelle production ou d'un nouvel atelier sur l'exploitation
	Contribution du projet à l' autonomie alimentaire de l'exploitation	Part des cultures fourragères et/ou céréalières destinées à l'alimentation des animaux de l'exploitation irriguées dans le cadre du projet (surfaces cultures fourragères et/ou céréalières / surfaces totales irriguées par le projet) : Détaillez le calcul en Annexe 1 Justificatif joint : <input type="checkbox"/> Informations parcellaires de la dernière déclaration PAC avec récapitulatif des cultures	<input type="checkbox"/> 100 points si les cultures fourragères et/ou céréalières représentent plus de 40 % des surfaces irriguées par le projet
2. Développement des filières territoriales grâce au projet	Contribution du projet à la sécurisation des cultures de l'exploitation engagées en agriculture biologique ou autre SIQO	Part des cultures bio ou sous SIQO irriguées dans le cadre du projet : Détaillez le calcul en Annexe 1 Justificatifs joints : <input type="checkbox"/> Certificat de production en agriculture biologique mentionnant les cultures et animaux concernés <input type="checkbox"/> Attestation de production SIQO	<input type="checkbox"/> 100 points si les cultures bio ou sous SIQO représentent plus de 40 % des surfaces irriguées par le projet
	Contribution du projet à la sécurisation des cultures sous contrat de l'exploitation	Part des cultures sous contrat irriguées dans le cadre du projet : Détaillez le calcul en Annexe 1 Justificatif joint : <input type="checkbox"/> Contrats de cultures semences ou maraichères pour la campagne en cours	<input type="checkbox"/> 60 points si les cultures sous contrat représentent plus de 40 % des surfaces irriguées par le projet

	Contribution du projet à la sécurisation des cultures maraichères et vergers de l'exploitation	Part des cultures maraichères irriguées dans le cadre du projet : détaillez le calcul Justificatif joint : <input type="checkbox"/> Informations parcellaires de la dernière déclaration PAC avec récapitulatif des cultures	<input type="checkbox"/> 60 points si les cultures maraichères représentent plus de 40 % des surfaces irriguées par le projet
3. Opportunité environnementale du projet	Actions complémentaires <u>déjà mises en œuvre et/ou envisagées à l'avenir</u> pour réaliser des économies d'eau et rechercher l'efficacité optimale de l'irrigation - évolution des systèmes de culture - conduite et pilotage de l'irrigation - pratiques agricoles économes en eau - matériels d'irrigation économes en eau ... (Détaillez en Annexe 1 et voir exemples dans la notice)	Action 1 : <input type="checkbox"/> Justificatif fourni , précisez : Action 2 : <input type="checkbox"/> Justificatif fourni , précisez : Action 3 : <input type="checkbox"/> Justificatif fourni , précisez : Action 4 : <input type="checkbox"/> Justificatif fourni , précisez : Action 5 : <input type="checkbox"/> Justificatif fourni , précisez : Justificatifs : - pour les actions déjà mises en œuvre justificatif à fournir lors du dépôt de la demande de subvention - pour les actions envisagées justificatif à fournir lors de la demande de paiement + attestation sur l'honneur lors de la demande de subvention	<input type="checkbox"/> 30 points si 1 à 2 actions mises en œuvre et/ou prévues <input type="checkbox"/> 60 points si 3 à 4 actions mises en œuvre et/ou prévues <input type="checkbox"/> 90 points si plus de 4 actions mises en œuvre et/ou prévues
4. Opportunité économique du projet et plus-value de l'irrigation	Rapport coût du projet par rapport au volume stocké (coût du m ³ stocké)	Montant du projet / volume stocké (€/m ³) = détaillez le calcul	<input type="checkbox"/> 80 points si ratio < ou = 5 €/ m ³ <input type="checkbox"/> 40 points si ratio compris entre 5 €/m ³ et 10 €/m ³ <input type="checkbox"/> 20 points si ratio > ou = 10 €/m ³
	Premier accès à l'eau pour l'exploitation	Projet de création de retenue dans une exploitation qui n'en a pas <input type="checkbox"/> Justificatif fourni : attestation sur l'honneur que l'exploitation ne détient pas d'accès à l'eau pour l'irrigation	<input type="checkbox"/> 100 points
TOTAL	Note minimum (seuil de sélection) : 110 points		

*Jeune Agriculteur : avoir moins de 40 ans à la date de dépôt de la demande, avoir bénéficié des aides nationales à l'installation et installé à la date de signature de ce formulaire depuis moins de 5 ans à compter de la date figurant sur votre certificat de conformité CJA ou si pas encore installé dépôt du dossier de demande d'aide DJA à la DDT

**Nouvel installé : installé depuis moins de 5 ans (avec ou sans DJA) à la date de signature de ce formulaire et à compter de la date d'affiliation MSA

11. ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Veillez lire et cocher les cases ci-dessous :

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides au titre de la mesure 4.1.4 Investissements individuels de petite hydraulique agricole destinés à la sécurisation des productions relevant du PDR FEADER Midi-Pyrénées 2014-2020

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et le projet d'investissement,
- Ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet avant la date de dépôt de la présente demande d'aide,
- Ne pas avoir sollicité pour le même projet / les mêmes investissements, une autre aide que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide et ne pas avoir antérieurement obtenu d'aide pour le même projet,
- Avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,
- Avoir pris connaissance que ma demande d'aide fera l'objet d'une procédure de sélection et pourra être rejeté au motif que le projet ne répond pas aux priorités et critères définis dans le cahier des charges de l'appel à projets ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,
- Être à jour de mes obligations sociales
- Ne pas faire l'objet d'une procédure de redressement économique,

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- A réaliser l'action pour laquelle l'aide est sollicitée
- A fournir toute pièce complémentaire utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet », et notamment, pour les exploitations agricoles, de prêts bonifiés
- A obtenir avant la réalisation du projet, l'ensemble des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à sa réalisation ;
- A informer la Région de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements, pendant toute la durée de réalisation de l'opération ;
- A me soumettre à tout contrôle sur place, sur pièces, communautaire et national, et à conserver et permettre l'accès aux pièces probantes pendant les 5 années (3 années pour les PME et les exploitations agricoles) suivant le dernier paiement relatif au projet ;
- à respecter les obligations réglementaires relatives à la pérennité des opérations conformément à l'article 71 du règlement UE n° 1303/2013. Ces obligations réglementaires seront précisées dans la décision juridique d'attribution de l'aide
- A conserver pendant une période de 10 ans à compter du paiement final de l'aide tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles ;
- A informer le public du soutien de l'Union européenne, conformément à la réglementation applicable ;

Je suis informé(e) (nous sommes informés)

- qu'en cas d'irrégularité ou dans le cas où je ne respecterai pas mes (nos) engagements, je devrai rembourser les sommes perçues, majorées d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjuger des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.
- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétent en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi «informatique et libertés» n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.
- que l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide et à l'évaluation du programme. Les destinataires des données sont l'Agence de services et de paiement (ASP), le Ministère en charge de l'agriculture, et la Région Occitanie. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser au service instructeur de la Région Occitanie.

Dans le cas où mon dossier n'est pas retenu faute de crédits suffisants lors du comité de sélection correspondant, je choisis l'option suivante :

Attention, toutes modifications substantielles à mon projet impliquent une nouvelle demande.

Je souhaite maintenir ma demande pour qu'elle soit examinée lors du comité de sélection de la période de dépôt des dossiers suivants de l'appel à projets

Je ne souhaite pas maintenir ma candidature

Fait à

le

Signature(s), qualité(s) et état(s) civil(s) du demandeur ou du représentant légal (*visé en page 1*) + cachet de la structure :

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

J'autorise

Je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

(2) Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

12. LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces à fournir	Cas concernés	Pièce jointe	Sans objet
Pièces concernant les porteurs de projet			
Exemplaire original du formulaire de demande d'aide complété, rempli <u>des points 1 à 12</u> , daté et signé	Tous	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire (IBAN et BIC)	Tous	<input type="checkbox"/>	
Preuve d'identité : Personne physique : Pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité) Personne morale (hors établissements publics) : statuts ou PV assemblée générale et pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport) en cours de validité du représentant légal de la structure	Tous	<input type="checkbox"/>	
Attestation de régularité sociale MSA de la structure et de tous les associés exploitants Et/ou accord d'étalement conclu avec la MSA si le demandeur ou un des associés n'est pas à jour de ses cotisations sociales au 1 ^{er} janvier.	Tous	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Documents de sollicitation (courrier, formulaire, ...) des financeurs publics et privés sollicités hors du présent appel à candidatures (Cf. point (a) du « Plan de financement prévisionnel du projet »)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certificat d'immatriculation INSEE (ou avis de situation SIRENE daté) ou Extrait Kbis de moins de 3 mois	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certificat de production en agriculture biologique mentionnant les cultures et animaux concernés	Exploitations engagées en agriculture biologique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé du CFE	Si pas de n°SIRET au dépôt du dossier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bail	Exploitants non propriétaires des terrains sur lesquels sont réalisés les investissements	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Statuts actualisés de la société avec répartition des parts sociales par associé	Sociétés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Cas des jeunes agriculteurs en individuel ou entreprise			
Certificat de conformité de l'installation (CJA) mentionnant la date d'installation	Jeune agriculteur installé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de dépôt de dossier DJA auprès de la DDT	Jeune agriculteur en cours d'installation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Cas des associations, fondations, établissements			
Copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture	Associations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Statuts de l'association		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Document attestant de la reconnaissance de l'Intérêt général de l'Association (attestation de l'administration fiscale ...), le cas échéant			
Liste des membres du conseil d'administration		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Rapports moral et financier (n-1) et dernier compte de résultat le cas échéant		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Budget prévisionnel de l'année en cours le cas échéant			
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement faisant apparaître l'ensemble des financements sollicités	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces concernant les projets			
Annexe 1 du formulaire remplie : Etude préalable démontrant l'opportunité économique et environnementale du projet (voir notice §3.1)	Tous	<input type="checkbox"/>	

Pièces à fournir	Cas concernés	Pièce jointe	Sans objet
Conformité du projet avec la réglementation en vigueur : obtention des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à la réalisation du projet : <ul style="list-style-type: none"> - Au titre de la Loi sur l'Eau : <ul style="list-style-type: none"> o récépissé de déclaration, arrêté d'autorisation le cas échéant o avis du service police de l'eau de la DDT pour les projets non soumis à la Loi sur l'eau - Au titre d'autres réglementations : autorisation de défrichement, dérogation espèces protégées... 	Tous	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Autorisation du/des propriétaire(s) de terrain(s) sur le(s)quel(s) sont projetés les aménagements et travaux	Projets situés sur une/des parcelle(s) dont le porteur de projet n'est pas propriétaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif du paiement de la redevance « prélèvement d'eau à usage d'irrigation » à l'Agence de l'Eau (courrier Agence de l'Eau, facture Agence de l'Eau et copie du relevé de compte attestant le paiement correspondant... ou mentionnant l'absence de prélèvements existants)	Tous	<input type="checkbox"/>	
Preuve de la présence d'un système de mesure de consommation d'eau (photo et préciser l'emplacement) ou de l'intégration de cet investissement dans le programme de travaux (attestation sur l'honneur du représentant légal + devis)	Tous	<input type="checkbox"/>	
Localisation du projet et des points de prélèvement et/ou des masses d'eau impactées par le projet (plan de situation sur carte au 1/50 000 ^{ème} et 1/25 000 ^{ème} indiquant précisément la position de la retenue et du réseau éventuel)	Tous	<input type="checkbox"/>	
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles : devis estimatifs détaillés pour chaque dépense, selon le montant de dépenses (voir détails dans notice) : <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses < 3 000 € HT : fournir un devis détaillé - Dépenses comprises entre 3 000 € et 90 000 € HT : fournir 2 devis détaillés de fournisseurs différents - Dépenses > 90 000 € HT : fournir 3 devis détaillés de fournisseurs différents 	Tous (non soumis à l'ordonnance n° 2015/899)	<input type="checkbox"/>	
Justificatifs listés dans la grille de sélection pour valider l'obtention des points attribués	Tous, en fonction des réponses dans la grille du §10	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les créations ou agrandissements de retenues			
Plan de gestion de la retenue en complément de l'Annexe 1	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Annexe 3 du présent formulaire complétée	Projets ayant un impact sur une <u>masse d'eau dégradée</u>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Avis favorable de l'instance qui assure le pilotage de la gestion concertée de l'eau à l'échelle du bassin versant (OUGC, organisme mandataire, SAGE...)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Analyse environnementale, validée par l'administration d'Etat compétente, démontrant que l'investissement n'aura pas d'incidence négative importante sur l'environnement : <ul style="list-style-type: none"> - Etude d'incidence ou étude d'impact du dossier Loi sur l'Eau (déclaration ou autorisation) - Si dossier non concerné par une procédure Loi sur l'Eau : analyse environnementale proportionnelle aux enjeux (voir cahier des charges dans la notice §3.2) 	Tous	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Pour les projets de modernisation sans augmentation de la surface irriguée			
Evaluation ex ante attestant que le projet est susceptible de permettre des économies d'eau effective à hauteur de 5% ? par rapport au prélèvement actuel : Annexe 2	Projets impactant des masses d'eau non dégradées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Evaluation ex ante attestant que le projet est susceptible de permettre des économies d'eau effective à hauteur de 10%et d'énergie par rapport au prélèvement actuel : Annexe 2	Projets impactant une <u>masse d'eau dégradée</u>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation sur l'honneur du représentant légal s'engageant à ce que le projet subventionné permettent une réduction effective de l'utilisation de l'eau d'au moins 5 % (vérifiable sur une période de 5 ans suivants les travaux) et s'engageant à conserver ses déclarations de redevance Agence de l'Eau ou ses factures de consommation d'eau pendant une période de 5 ans (3 ans pour les exploitants agricoles et les PME) suivant les travaux	Projets impactant <u>une masse d'eau dégradée</u>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

ANNEXE 1 : ETUDE PREALABLE DEMONTRANT L'OPPORTUNITE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

IMPORTANT : consulter la notice §2.7 pour remplir ce document

1- Présentation détaillée de l'exploitation

- Productions et activités de l'exploitation

Activités de la structure agricole	Superficie (ha) nombre d'animaux	% du chiffre d'affaires en volume financier
Productions principales (maraichage bio plein champ en vente directe, bovin lait, ...) : - - - -		
Productions secondaires : - - - -		
Produits transformés : <input type="checkbox"/> Transformation sur la ferme, au domaine <input type="checkbox"/> Prestataire de service, coopérative , atelier collectif		
Activités extra-agricoles : <input type="checkbox"/> Point de vente <input type="checkbox"/> Hébergement touristique <input type="checkbox"/> Restauration <input type="checkbox"/> Accueil pédagogique <input type="checkbox"/> Activités équestres		
Autres, préciser : :		

- Main d'œuvre de l'exploitation :nombre d'UTH et complétez le tableau ci-dessous :

	Main d'œuvre familiale	Salarié permanent	Main d'œuvre occasionnelle	Autre, précisez
Nombre de personnes				

- Historique et étapes - clés de développement : exploitation en phase d'installation, phase de croisière, diversification avec changement de production, création d'un nouvel atelier...

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

3- Dimensionnement de l'ouvrage au regard des besoins de l'exploitation et usages de l'eau

- **Justificatif du dimensionnement à partir des besoins en eau de chaque culture et objectifs techniques visés**

Productions végétales	Année de référence (n)	Année n+1 (1 ^{ère} année post projet)		Année n+3 ou n +5 (3 ^{ème} ou 5 ^{ème} année post projet)		Matériel d'irrigation utilisé/prévu**	Objectif de l'irrigation **
	Surface (ha)	Surface qui sera irriguée (ha)	Besoins en eau (m3/ha et besoins totaux)	Surface qui sera irriguée (ha)	Besoins en eau (m3/ha et besoins totaux)		
Total SAU							

*enrouleurs, pivot, couverture intégrale, asperseurs, goutte à goutte...

**augmentation/sécurisation du rendement, sécurisation des fourrages et autonomie alimentaire des animaux, introduction de la culture sur l'exploitation pour projet de diversification...

- **Utilisation de la retenue en projet pour le développement des productions agricoles irriguées (justificatif des critères 2 de la grille du §10)**

Productions végétales irriguées grâce au projet (céréales /fourrages/ maraîchage / maïs semences...)	Surface irriguée grâce au projet (ha)	% de la SAU irriguée grâce au projet	SIQO, BIO (oui/non)	Production sous contrat avec une entreprise (oui/non)	Production autoconsommée par les animaux (oui/non)	Nouvelle production ou nouvel atelier (oui/non)	Mode de commercialisation ***
Total SAU							

***vente directe, coopérative/négoce ou autoconsommation

Précisez si multi-usage de la retenue (abreuvement des animaux...) :

4- Caractéristiques techniques et plan de gestion de la retenue

Voir Notice §3.1, à fournir à part.

5- Opportunité économique du projet

- Résultats économiques passés et prévisionnels:

Indicateurs économiques	Annuité agricole	Produit brut avec aides	Annuité/produit brut	Charges	EBE	Revenu disponible : EBE - Annuité
Valeur de référence Année n						
Valeur passée dynamique récente (année n-3)						
Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (année n+3)						

- **Indicateurs de rentabilité économique du projet** : ratio coût du projet rapporté surface totale irriguée et au m³ stocké, surcout de charges annuelles d'irrigation (€/ha/an), amortissement ...

- **Modalités de financement** : emprunt (montant annuité à rembourser).....

- **Analyse de la situation économique de l'exploitation et des résultats prévisionnels** : Précisez en quoi le projet présenté améliore la situation économique.

6. Actions complémentaires déjà mises en œuvre et envisagées à l'avenir pour réaliser des économies d'eau et rechercher l'efficacité optimale de l'irrigation

NB : ces actions sont listées au critère 3 de la grille de notation qui doit être remplie par le bénéficiaire au §10 du formulaire

ANNEXE 2 : EVALUATION EX-ANTE A RENSEIGNER DANS LE CAS DE PROJETS DE MODERNISATION SANS AUGMENTATION DE LA SURFACE IRRIGUEE

IMPORTANT : consulter la notice § 2.8 pour remplir ce document

1. Situation initiale – Consommations ou prélèvements d’eau passés :

- Moyenne calculée sur les 5 années précédant la demande de subvention sur la base des volumes prélevés déclarés annuellement à l’Agence de l’Eau en retirant, le cas échéant, l’année la plus atypique (la plus sèche)

Années d’irrigation	Volumes d’eau prélevés ou consommés pour chacune des 5 années (m3/an)
Prélèvement ou consommation moyenne globale (m3/an)	

- Commentaires :

.....

- Prélèvement ou consommation moyenne globale sur les 5 années précédant la demande de subvention ramenée à l’ha irrigué (m³/an/ha irrigué) :

2. Evaluation de l’objectif d’économie d’eau après travaux de modernisation :

- Economie d’eau générée par le projet de modernisation subventionné, par rapport au prélèvement ou consommation initiale, à évaluer et à justifier/argumenter selon :
 - % d’économie potentielle d’après les paramètres techniques des installations existantes et des installations après travaux de modernisation
 - % d’économie effective attendue selon l’utilisation qui sera fait de ces installations
 - Volume d’eau moyen économisé en m³/an après investissement

- Volume d’eau moyen économisé ramené à l’ha irrigué (m³/an/ha irrigué) :

Commentaires :

.....

3. Economies d’énergies éventuelles

Précisez en expliquant la consommation actuelle et en estimant la consommation après projet attendue en justifiant :

.....

ANNEXE 3 : DONNEES A RENSEIGNER DANS LE CAS DE PROJETS AVEC AUGMENTATION DE LA SURFACE IRRIGUEE IMPACTANT UNE MASSE D'EAU DEGRADEE

IMPORTANT : consulter la notice § 2.9 pour remplir ce document.

Cochez la/les cases correspondant à votre projet et renseignez selon les cas les données ci-dessous :

- Augmentation des surfaces irriguées par redéploiement de surfaces irriguées abandonnées depuis 2010 (RA 2010). Dans ce cas, il est nécessaire d'identifier les surfaces qui ne font plus l'objet d'irrigation depuis 2010 à l'échelle de la/des masses d'eau impactées par le projet.**

Echelle des données disponibles (échelle du bassin versant géographique concerné par le projet, échelle des masses d'eau impactées par le projet, échelle du projet) :	
Année de référence (à partir de 2010)	
Surface maximum irriguée lors de l'année de référence en ha (A). <i>Précisez la source de la donnée (recensement agricole...)</i>	
Prélèvement en m ³ /an de cette année de référence	
Surface irriguée actuelle en ha (B) : <i>Précisez l'année et la source de la donnée</i>	
Surface irriguée maximum à redéployer en ha : A - B	
Surface redéployée dans le cadre du projet en ha	
Volume d'eau mobilisé par le projet en m ³	

- Augmentation des surfaces irriguées par réinvestissement de la moitié des économies d'eau réalisées sur la/les masses d'eau concernées par le projet, ce qui sous-tend l'existence d'un réseau ou d'une infrastructure ayant fait l'objet d'une modernisation induisant des économies d'eau. Il est ainsi nécessaire d'identifier les économies d'eau réalisées.**

Echelle des données disponibles (échelle du bassin versant géographique concerné par le projet, échelle des masses d'eau impactées par le projet, échelle du projet)	
Nom de l'infrastructure existante ayant fait l'objet d'une modernisation induisant des économies d'eau	
Année de réalisation des travaux	
Volume d'eau économisé suite aux travaux de modernisation en m ³	
% d'économie d'eau réalisée suite aux travaux de modernisation par rapport aux prélèvements avant travaux (moyenne des volumes prélevés sur les 5 années précédant les travaux en retirant l'année la plus extrême, moyenne des volumes prélevés sur les 5 années suivants les travaux en retirant l'année la plus extrême) ; doit être d'au moins 10 %- <i>Détaillez le calcul</i>	
Volume d'eau maximum pouvant être réinvesti dans de nouvelles surfaces irriguées en m ³ (maximum 5 % du volume économisé)	
Volume d'eau mobilisé par le projet en m ³	
Surface nouvellement irriguée à partir du volume d'eau mobilisé lié aux économies réalisées en ha	